

Chantier 2 Contrat dans la fonction publique

Dialogue social : inexistant ! Le gouvernement joue sur les mots pour mieux se moquer des agents !

Lors de la réunion du 13 juin du chantier contrat intitulée « Développer et améliorer le recours au contrat », le gouvernement a continué d'avancer dans la provocation.

Outre l'accumulation de groupes de travail à un rythme effréné, les documents de travail adressés la veille et les diaporamas découverts en séances, le gouvernement continue d'avancer sans tenir aucun compte des remarques et revendications des organisations syndicales.

Ces groupes de travail relèvent aujourd'hui de la simple présentation des décisions du gouvernement, qui ne sont d'ailleurs rien d'autre que du dogmatisme pur et simple.

Volonté de discussion : aucune !

Pérenne ou durable : le gouvernement joue sur les mots !

Concernant le recours au contrat dans la fonction publique, au sujet duquel **Solidaires** a toujours affirmé son opposition, cette nouvelle réunion a joué sur les mots et accumulé les provocations gouvernementales.

Il était en effet demandé aux organisations de faire des propositions sur les évolutions des règles de recours au contrat pour les missions durables.

Une mission durable, ça n'est ni plus ni moins qu'une mission pérenne nécessitant donc des emplois statutaires de titulaires. Il s'agit donc bien de missions qui doivent être exercées par des fonctionnaires conformément à l'article 3 de la loi du 13 juillet 83 traitant du statut général des fonctionnaires de l'Etat et des collectivités territoriales.

Solidaires a refusé d'entrer dans le détail du débat considérant que cette question relevait clairement de la casse du statut.

Autres provocations... Demander comment favoriser le recours au contrat, quelle nouvelle forme de contrat imaginer et comment prévenir les situations de précarité ?

On demande là aussi aux organisations de fonctionnaires de creuser elles-mêmes des brèches dans le statut. **Si le recours au contrat était si difficile, aurait-on aujourd'hui plus d'un million de contractuels ?**

Pour Solidaires, il s'agit de refuser clairement ces orientations dogmatiques, dangereuses, qui mettent en péril l'avenir de la fonction publique, aggraveront la précarité et dégraderont les services publics !

C'est vers un changement de société sans précédent que nous précipite le gouvernement où l'individualisme est le maître mot au risque de sacrifier toute cohésion sociale et de laisser une grande partie de la population sur le bord du chemin.